

ment universel (valant largement pour la France). Une conception légitime du point de vue linguistique, car le masculin l'emporte sur le féminin, « l'utilisation du masculin comme genre [...] universel ne fait que « renforcer l'invisibilité des femmes politiques [et] le partage inégal du pouvoir politique entre les sexes » (p. 124). Au fond, largement inspiré des travaux de Mariette Sineau (*Des femmes en politique*, Paris, Éd. Economica, 1988 ; *Profession : femme politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001 ; « Municipales 2001 ; Le banc d'essai de la parité », 15, *Lunes*, 2001, pp. 6-11 ; « Quel avenir pour les femmes dans la sphère politique ? », 21, *Lunes*, 2002, pp. 6-12), cet ouvrage est une synthèse intéressante même si, parfois, elle se moule dans un format un tant soit peu scolaire.

Sylvie Thiéblemont-Dollet

Université Nancy 2

CREM, université Paul Verlaine-Metz

Sylvie.Thieblemont@univ-nancy2.fr

Social

Cyprien AVENEL, *Sociologie des « quartiers sensibles »*.

Paris, A. Colin, coll. 128 Sociologie, 2004, 127 p.

Avec cet ouvrage, Cyprien Avenel, chargé de mission à la Caisse nationale d'allocations familiales, travaillant à la Direction des statistiques, des études et de la recherche, et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris, propose un bilan et un manuel des recherches menées, depuis vingt-cinq ans, sur les « quartiers sensibles ». Le titre résume nettement la position défendue tant par l'auteur que par les chercheurs ayant récemment travaillé sur le sujet : une analyse critique vis-à-vis de la dénomination qui participe de la stigmatisation, et une prise de distance à l'égard des questions posées. La première partie revient sur « la constitution d'un problème social » qui émerge au début des années 80, ainsi que sur la mythologie qui l'entoure. En vingt-cinq ans, le traitement du thème a évolué, allant d'interrogations urbaines sur l'habitat et les modes de vie, à des analyses en termes de « nouvelle pauvreté » et « d'intégration »,

pour en être aujourd'hui aux « problèmes des banlieues » – notamment via le spectre médiatique sensationnaliste – qui fait suite aux réflexions sur les « problèmes d'immigration ». Avec de nombreux retours historiques, Cyprien Avenel relativise les termes de « zones sensibles » ou de « classes dangereuses ». Il amène également le lecteur à prendre conscience du risque que représente la généralisation abusive et montre l'hétérogénéité et le multiculturalisme de ces quartiers et de la population les constituant, notamment la jeunesse. Il pointe aussi le poids central du chômage et le fait que le stigmate porte surtout sur des quartiers pauvres.

La deuxième partie s'attache plus particulièrement à rendre compte des « stratégies de lutte contre la ségrégation et la stigmatisation ». L'intérêt réside en ce que l'auteur conçoit la stigmatisation à la fois comme un « processus externe » et comme « le résultat d'une logique interne », c'est-à-dire concomitant au regard posé par les personnes extérieures, quel que soit leur statut socio-professionnel (habitants d'un autre quartier ou d'une autre ville, journalistes, chercheurs, etc.), et celui porté par les habitants eux-mêmes (une intériorisation du regard extérieur). Ce qui le conduit à envisager les notions clés de « territoire », de « sociabilité », de « culture » ou de « mobilité », sous l'angle de la famille, des jeunes, des rapports sexués, des groupes socialisateurs politiques, religieux, etc., hors et dans ces quartiers. En analysant ces rapports, Cyprien Avenel constate que les habitants des « quartiers sensibles » se trouvent dans une logique paradoxale de défense/répulsion dans la mesure où ils rejettent leur quartier parce qu'il les enferme dans un type de représentation – réputation oblige ! –, tout en faisant, dans le même temps, un travail de « positivation » du lieu et de ses caractéristiques. L'exemple typique est la diversité ethnique présentée tantôt comme source de conflits, tantôt comme enrichissement de soi.

La troisième partie revient sur l'aspect le plus médiatisé des « quartiers sensibles » : « les violences urbaines ». En passant en revue divers éléments de ces violences

(incivilités, « business », phénomènes des « bandes », émeutes...), en particulier avec un retour historique très pertinent, le chercheur invite à penser ces phénomènes comme le résultat de la domination traduisant ces « écarts sociaux » en tensions visibles et lisibles de tous. Par exemple, il note que l'« un des facteurs déclenchant de l'émeute est donc moins la pauvreté en termes absolus que les écarts sociaux en termes relatifs » (p. 85). Autrement dit, c'est la violence sociale portée par les écarts socio-économiques et culturels qui sont à l'origine de ces phénomènes. Enfin, la dernière partie est consacrée à une réflexion sur « la politique de la ville comme ségrégation » ; une réflexion critique qui pointe les paradoxes de la politique de la ville. Revenant sur les nombreux dispositifs mis en place depuis l'été 1981, on constate le changement d'échelle de l'intervention sociale glissant « du logement à l'habitat, puis du quartier à la ville jusqu'à l'agglomération » comme espace pertinent de prise en charge avec l'arrivée de notions telles que le « développement social ». La simple désignation des dispositifs qui se sont succédés est symptomatique de cette évolution. De manière non exhaustive : les « zones d'éducation prioritaires » (ZEP), en 1981, où l'on s'attache à l'établissement scolaire ; les opérations pour le « développement social des quartiers » (DSQ), en 1982, où le territoire de prise en charge s'élargit ; les « contrats de ville », en 1994, qui font sortir du quartier ; plus récemment, les contrats de ville 2000-2006 qui visent à l'intercommunalité. Cet enchaînement de mesures participe également de la critique portée à l'encontre de la politique de la Ville et de ces dispositifs. Les politiques publiques « sont moins vécues comme pourvoyeuses d'un tremplin citoyen que comme aménageant l'exclusion » (p. 98). Ainsi est-ce toute la question de la discrimination positive qui engendre des phénomènes de stigmatisation qui est posée. Alimenté par de nombreuses sources bibliographiques, cet ouvrage concentre les éléments de base pour débiter une analyse sociologique problématisée des « quartiers sensibles ». De très nombreuses pistes sont suggérées, des plus anciennes aux plus récentes, des plus

consensuelles aux plus polémiques tels les rapports centre/périphérie, les conséquences de l'habitat social sur les pratiques de sociabilité, l'engagement associatif, le territoire comme enjeu des rapports de genre ou encore la place et le rôle de la religiosité.

Sabrina Sinigaglia-Amadio

ÉRASE, université Paul Verlaine-Metz
sabsinagaglia@aol.com

Alain BERTHOZ, Gérard JORLAND, dirs,
L'empathie.

Paris, O. Jacob, 2004, 308 p.

Si, jusqu'à présent, aucun ouvrage français n'a fait l'objet d'une réflexion approfondie sur l'empathie, ce n'est pas pour autant que personne ne s'est intéressé au sujet. Dans un chapitre introductif, en notant que « le modèle d'étude de l'empathie le plus récent est constitué par trois séries d'expériences, sur les signes, sur les enfants et sur l'autisme, pour mettre en évidence son extension dans le règne animal et son rôle dans certaines pathologies psychiques » (p. 21), Gérard Jorland – directeur de recherche au CNRS et directeur d'étude à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) – rend compte du « nomadisme » du concept en raison de sa transdisciplinarité. Au-delà des observations qu'Adam Smith a établies en son temps, le fait de se mettre à la place d'autrui est une faculté morale qui relève aujourd'hui de la psychologie cognitive et clinique, de l'éthologie, de la philosophie, de l'esthétique et de la théologie. Plus que les tenants et aboutissants du processus, la présente parution expose quelques-unes de ses dynamiques intersubjectives en se référant à des contextes contemporains précis.

Dans une perspective psychologique, Jean Decety – professeur de neurosciences sociales à l'université de Washington – explique que l'empathie « n'implique pas seulement une réponse affective déclenchée par l'état émotionnel d'une autre personne. Elle nécessite également une reconnaissance et une compréhension minimales des états mentaux de cette personne » (p. 54). À partir de ce constat, il dresse un examen méthodique des diffé-